

**LA CROIX**

# Face à la montée de la pauvreté, répondre à l'urgence sociale

Par , le 8/10/2020 à 02h29

**Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre, et Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité, cosignent cette tribune qui appelle à un soutien accru aux revenus des plus précaires. Ils souhaitent aussi un effort en faveur du logement très social et une nouvelle hausse des contrats aidés.**



Notre pays en prise à la crise sanitaire est confronté à l'urgence sociale. La crise économique produit d'ores et déjà ses effets en faisant basculer un nombre croissant de personnes dans la précarité. Le nombre des allocataires du RSA, les impayés de loyers et la distribution de repas sont en forte et inquiétante progression. La hausse du chômage ne fera qu'accentuer ces fragilités sociales.

Aux personnes en précarité et en situation de pauvreté depuis des années en raison du chômage de masse s'en ajouteront d'autres dans les prochaines semaines et mois, y compris dans les parties de la population, comme parmi les indépendants, habituellement plus éloignées de ce risque. C est une perspective que le pays ne peut se permettre pour des raisons de dignité et du point de vue de son équilibre social, économique et politique. Il ne peut pas se le permettre non plus si la France veut être en phase avec ses valeurs.

→ ETUDE. Avec l'épidémie, les inégalités se creusent selon le Secours populaire

**Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts depuis le début de la crise. Nous les avons salués et le faisons à**

nouveau, qu'il s'agisse de l'impact décisif du chômage partiel pour le revenu des salariés dans l'emploi, de l'effort d'hébergement d'urgence pour les personnes sans abris pendant le printemps, des aides à l'embauche du plan jeunes ou du niveau inédit du plan de relance pour soutenir l'investissement. Tout cela a et aura, nous l'espérons, un impact positif sur la reprise économique mais ne permet pas de répondre à court et moyen terme à la situation des personnes en précarité ou qui vont y basculer.

Des mesures gouvernementales complémentaires sont indispensables pour des raisons de dignité des personnes concernées et d'équilibre social alors même que les inégalités au détriment des plus défavorisés se creusent dans notre pays.

→ GRAND FORMAT. Avoir faim en France : « Tu manges ce qu'on te donne, tu choisis pas »

Elles auront également l'avantage, s'agissant de ménages dont la propension à épargner est faible compte tenu du niveau de leurs revenus, de contribuer à soutenir la demande au moment où les perspectives économiques s'assombrissent avec la crise sanitaire.

Les mesures sociales doivent être à la hauteur de l'enjeu.

Visiblement conscient de ces défis, le premier ministre a annoncé aux associations de lutte contre la pauvreté de prochaines mesures pour la mi-octobre notamment dans le cadre de la discussion du budget de l'État et d'une réorientation partielle du plan de relance. Nous attendons que ces mesures soient à la hauteur de l'enjeu. Elles devraient en premier lieu concerner le soutien au revenu des plus précaires.

→ TRIBUNE. L'alerte du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté

La hausse du RSA est une indispensable mesure de dignité. Si des soutiens monétaires directs doivent être privilégiés, il faut qu'ils soient significatifs pour la situation des personnes en difficultés et qu'ils reposent sur des mécanismes simplifiés garantissant leur effectivité pour les ménages concernés. Et cela, rapidement, en attendant la mise en place à terme d'un revenu universel d'activité alliant simplification et revalorisation des minima sociaux.

Un RSA pour les 18-25 ans ?

Au-delà des aides du plan jeunes, face au risque de précarisation accélérée d'une partie de notre jeunesse, l'extension du RSA aux 18-25 ans ou à tout le moins dans un premier temps un renforcement de la garantie jeunes et de ses mécanismes d'accompagnement pour en faire un droit pour les jeunes précaires, est une absolue nécessité.

A cela devraient s'ajouter une augmentation des APL et un effort en faveur du logement très social dont le faible niveau de production fragilise pour le moins la nécessaire ambition du « logement d'abord », ainsi qu'une amplification du soutien à l'emploi solidaire, notamment par une nouvelle hausse des contrats aidés pour soutenir l'insertion par l'emploi. Nous soutenons aussi la mise en œuvre d'un droit à l'accompagnement pour les allocataires du RSA, dans le cadre du service public de l'insertion, dont les moyens doivent être renforcés pour répondre à l'arrivée massive de nouveaux allocataires victimes de la crise.

→ ENTRETIEN. Christophe Devys : « Il faut une revalorisation significative du RSA »

De telles mesures sont maintenant ardemment attendues. Elles correspondent à l'urgence économique et sociale. Elles permettraient de donner une réalité aux ambitions, pour l'heure déçues, du plan de lutte contre la pauvreté, annoncées par le président de la république en 2018. Elles constitueraient le socle de la nécessaire amplification de la mobilisation des pouvoirs publics et des acteurs de la société, partout dans le pays, contre la crise, la précarité et la pauvreté.